

“La panique est désormais dans le camp d'Erdogan”

Turquie Docteur Honoris causa de l'ULB, Ahmet Insel croit à un revers du président le 24 juin.

Entretien Christophe Lamfalussy

Fait docteur Honoris Causa de l'ULB jeudi soir, le politologue turc Ahmet Insel vit désormais à Paris où il continue d'écrire pour le quotidien “Cumhuriyet”, dont 14 collaborateurs ont été condamnés cette semaine. Il a accordé cette interview à “La Libre Belgique”.

Ahmet Insel, pourquoi le président Erdogan a-t-il précipité les élections présidentielle et législatives au 24 juin ?

Tayyip Erdogan a été pris au piège de son allié d'extrême-droite, le Parti d'action nationaliste (MHP). Son président craint que la saignée dans son parti s'aggrave de jour en jour. Il y a eu une scission dans le MHP. Une femme, Meral Aksener, a créé une dissidence. L'alliance entre Erdogan et le MHP vise à réaliser trois choses: un, créer un régime hyperprésidentiel; deux, mater toute revendication des Kurdes; trois, essayer de mettre en place un régime autoritaire pour sauvegarder l'Etat et la Nation, on ne sait pas très bien de quoi. Le nouveau parti de Meral Aksener est en train de mordre sur l'électorat du MHP.

L'opposition s'attendait-elle à ces élections anticipées ?

Oui mais pas si tôt. En 2019, trois élections étaient prévues –municipales, présidentielles et générales. Lors du dernier référendum, l'AKP a commencé à perdre la majorité dans les grandes villes comme Istanbul et Ankara. Ils veulent anticiper les élections car ils pensaient que M^{me} Aksener ne remplirait pas les conditions pour se présenter aux élections. Or le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate) a demandé à quinze de ses parlementaires de quitter ses rangs et de rejoindre le parti de M^{me} Aksener pour lui permettre de créer un groupe parlementaire, ce qui l'autorise à se présenter aux élections.

Cette femme est-elle la seule capable de contrecarrer Erdogan ?

Non. L'opposition négocie aussi avec l'ancien président Abdullah Gül (un fondateur du parti de la Justice et du Développement, AKP, avec qui il a pris ses distances, NdlR). Le CHP estime qu'il ferait un bon président car, sans affiliation à un parti, il casserait le régime hyperprésidentiel qu'Erdogan veut instaurer et le ferait revenir à un régime parlementaire. Abdullah Gül dispose

d'une aura considérable auprès des électeurs de l'AKP.

Pour vous, le jeu démocratique peut encore fonctionner ?

Oui. La panique est désormais dans le camp d'Erdogan et de ses supporters. Un énorme espoir s'est créé dans l'opposition. Tout le monde a compris que Tayyip Erdogan pouvait faire tout et n'importe quoi. Des alliances inattendues se sont créées. C'est la dernière chance pour pouvoir le stopper.

Dans un récent rapport, Amnesty internationale pointe la peur des gens de parler...

Le régime est autoritaire et autocratique. Mais ce n'est pas une dictature totale. J'en ai connu des dictatures lors des coups d'Etat militaires. C'est un régime d'arbitraire. Mes 14 collègues du journal “Cumhuriyet” ont été inculpés, détenus, condamnés. Mais nous avons continué à faire paraître le journal, comme si de rien n'était.

Le régime présente une façade démocratique qui permet aussi aux gens d'oser parler. Malgré la fuite des cerveaux, il reste une vraie résilience dans la société civile. Les associations qui n'ont pas été fermées continuent à se battre. Même le parti prokurde (HDP), dont les deux coprésidents et neuf parlementaires sont détenus, reste le troisième groupe parlementaire au Parlement. L'un des coprésidents Selahattin Demirtas se présente même comme candidat et je suis sûr qu'il fera plus de 10 % des voix.

Mais il sera en prison ?

Il sera en prison mais, en Turquie, beaucoup de gens étaient en prison puis sont devenus Premier ministre, dont Tayyip Erdogan...

Erdogan a entrepris une stratégie de la tension (Syrie, Kurdes). L'Etat d'urgence vient d'être reconduit pour la septième fois. Ne va-t-il pas rééditer cette stratégie ?

L'opération en Syrie s'est arrêtée, elle est confinée à Afrine. Les Américains et les Russes ont mis un certain holà à la stratégie d'Erdogan. Ce qui ne lui permet pas d'utiliser cette carte. Et puis, il y a une vraie fatigue dans la population de cette agitation permanente. Il y a aussi une crainte sur l'économie. Elle va bien. Elle n'est pas en crise. Mais le taux d'inflation commence à augmenter à 13-14 %. Le chômage persiste. Il y a une crainte que la bulle immobilière explose. Le tourisme européen n'est pas

encore comme avant. Et le fait que la Turquie soit en bagarre avec à peu près tous les grands pays du monde fatigue aussi.

Que cherche Erdogan en envoyant l'armée en Syrie à Afrine ?

La stratégie de présence à Afrine et à Jarablus (dans le nord de la Syrie, NdlR) n'est pas une stratégie spécifique à Tayyip Erdogan, mais est l'expression des réflexes de l'Etat turc depuis son origine. Même le parti social-démocrate, dans l'opposition, le soutient dans cette opération. Pour les nationalistes turcs de tous bords, de gauche comme de droite, la création d'une entité kurde à la frontière sud est perçue comme la fin de l'unité de la Turquie.

Des djihadistes, défaits par Damas, viennent d'être déplacés avec leurs familles à Afrine et Jarablus, sous contrôle de l'armée turque. Est-ce le début de mouvements forcés de populations ?

A Afrine, une ingénierie démographique est en cours. Des populations dites d'opposition sont relogées. On nous dit qu'il y a aussi une distribution des maisons abandonnées par les quelque 100 000 Kurdes qui ont quitté Afrine. La Turquie voudrait créer, au moins d'Antioche jusqu'à l'Euphrate, une zone arabe sunnite.

Est-ce que cela suppose un accord avec Bachar Al-Assad ?

Je ne sais pas si c'est un accord explicite, mais je crois qu'il y a une entente générale pour dire que, si on veut la paix en Syrie, on est obligé de créer des zones ethno-religieuses compactes. Il y aura une grande zone contrôlée par le régime (Alep, Homs, Damas, Hama, Lattaquié). Les zones pétrolières seront sous contrôle du régime et probablement des Russes. Les Kurdes disposeront de leurs deux cantons, Kobané et Djézireh. Et les sunnites sous protection de l'armée turque seront dans cette poche : Afrine, le nord d'Idlib et Jarablus. Dans ce cas, le régime pourrait se prévaloir d'une unité nationale, mais ces zones compactes seraient en quelque sorte des régions avec une certaine autonomie.

Reste la question de la présence militaire. L'Iran et la Russie sont les invités de Damas. Mais il y a aussi des troupes de Turquie, de France et des Etats-Unis. Tout n'est pas réglé.

→ L'interview complète à lire sur le site LaLibre.be ce dimanche matin.